

Procédure file

Informations de base		
RSP - Résolutions d'actualité	2015/2514(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur le Pakistan, en particulier sur la situation après l'attentat contre une école de Peshawar		
Sujet 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général		
Zone géographique Pakistan		

Acteurs principaux	
Parlement européen	

Evénements clés			
15/01/2015	Résultat du vote au parlement		
15/01/2015	Débat en plénière		
15/01/2015	Décision du Parlement	T8-0007/2015	Résumé
15/01/2015	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2015/2514(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 144
Etape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation					
Proposition de résolution		B8-0050/2015	13/01/2015	EP	
Proposition de résolution		B8-0053/2015	13/01/2015	EP	
Proposition de résolution		B8-0057/2015	13/01/2015	EP	
Proposition de résolution		B8-0058/2015	13/01/2015	EP	
Proposition de résolution		B8-0060/2015	13/01/2015	EP	
Proposition de résolution		B8-0062/2015	13/01/2015	EP	
Proposition de résolution commune		RC-B8-0050/2015	13/01/2015		
Proposition de résolution		B8-0052/2015	14/01/2015	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0007/2015	15/01/2015	EP	Résumé

Résolution sur le Pakistan, en particulier sur la situation après l'attentat contre une école de Peshawar

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le Pakistan, en particulier sur la situation après l'attentat contre une école de Peshawar.

Le texte adopté en plénière avait été adopté en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE et EFDD.

Le Parlement a condamné fermement le massacre brutal d'écoliers perpétré le 16 décembre 2014 par la branche des talibans pakistanais appelée Tehrik-e Taliban (TTP), contre une école publique de l'armée dans la ville de Peshawar, faisant plus de 140 victimes, dont 134 écoliers. Le mouvement Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP) a déclaré qu'une des raisons de l'attaque sur l'école était d'adresser un message fort aux soutiens de Malala, partisane de l'éducation des femmes et des enfants, ainsi que de se «venger» de la campagne de l'armée contre les militants.

Le Parlement a affirmé sa détermination à combattre la menace du terrorisme et de l'extrémisme religieux et s'est montré disposé à aider davantage le gouvernement pakistanais dans cette tâche. Il a invité le gouvernement pakistanais à prendre des mesures d'urgence efficaces, à assurer la sécurité des écoles et à intensifier ses efforts en vue d'arrêter et de poursuivre les militants du TTP et les autres qui prennent les écoles pour cible.

La résolution a demandé au gouvernement du Pakistan de réserver les lois contre le terrorisme aux actes de terreur, au lieu de les utiliser à l'encontre d'affaires pénales ordinaires. Elle a déploré le recours à la justice militaire expéditive, qui ne respecte pas les conditions minimales prévues par les normes internationales relatives à la primauté du droit. En outre, elle a souligné que le prolongement de l'attribution du statut SPG+ était lié à l'application de certaines normes fondamentales consacrées par les conventions des Nations unies et de l'Organisation internationale du travail.

Le Parlement a plaidé en faveur d'une stratégie à long terme visant à prévenir la radicalisation des jeunes Pakistanais et à remédier à la «crise grave de l'apprentissage» que l'Unesco a déclarée au Pakistan. Il a préconisé d'augmenter l'investissement dans un système éducatif financé par l'État et de veiller à ce que les écoles religieuses disposent du matériel pédagogique dont elles ont besoin pour fournir aux jeunes un enseignement équilibré et ouvert.

Enfin, les députés ont invité l'État pakistanais à respecter les accords internationaux sur les droits de l'homme qu'il a récemment ratifiés et ont incité la Commission, la vice-présidente et haute-représentante, le Service européen pour l'action extérieure et le Conseil à aider davantage l'État et le peuple pakistanais à poursuivre leurs efforts d'éradication du terrorisme.